

## La crise sanitaire nécessite une nouvelle étape pour notre démocratie

Le plaidoyer pour une démarche communautaire en santé est décidément difficile ! <sup>1</sup>

Par Marc Schoene, 15 janvier 2021

Avant-propos :

Ce texte est le résultat d'une certaine lassitude qui me prend, et de ma colère qui enfle à la lecture et à l'audition de la myriade de déclarations, de propositions que les médias les plus divers distillent à jet continu.

Comment rester serein, comment pouvoir se faire une opinion, adopter une attitude, ou encore faire confiance, face au flot de messages et de décisions les plus diverses et souvent contradictoires ?

Et comment penser, et pouvoir préparer l'avenir pour nos activités, nos engagements, dans le carcan imposé par l'envahissement de la gestion de la crise sanitaire ? Car si bien des activités associatives, militantes sont fragilisées ou réduites par la crise et ses contraintes, l'intervention des pouvoirs publics sur des dossiers essentiels (sécurité, éducation, santé au travail...) se poursuit activement...

C'est donc sans grande illusion, mais avec une forte conviction qu'un changement de paradigme est nécessaire que j'ai écrit ces quelques lignes...

Avoir l'esprit critique c'est bien (et de l'avoir toujours en éveil et dans les situations les plus diverses !) Vouloir être correctement informé c'est bien. Pouvoir exprimer son avis, même s'il dérange, c'est la base de la démocratie...

Mais nous sommes dans une situation sanitaire, économique et sociale exceptionnelle et dramatique ! Un virus continue en France et dans le monde à tuer, invalider des millions d'hommes et de femmes Il n'existe pas de traitement efficace contre ce virus à ce jour... Des vaccins sont nés dont les bénéfiques à court terme sont efficaces sur les formes sévères de la maladie, même si leur durée d'efficacité est encore à démontrer...

Dans une telle situation les mesures de prévention et la vaccination semblent les seules armes à notre disposition. L'implication de tous les Français pour utiliser ces armes disponibles est donc une priorité !

Et que se passe-t-il ? Les médias sont envahis par un nombre chaque jour plus important de spécialistes, de responsables politiques et autres plus désireux les uns que les autres de donner leurs avis forcément « experts », ou leurs propositions sur la stratégie vaccinale, le prix des vaccins, le niveau de confinement.

---

<sup>1</sup> La démarche communautaire en santé selon le Secrétariat Européen des Pratiques de Santé Communautaire :

- 1.Travailler avec l'ensemble de la communauté, en intégrant et mettant en valeurs les différences
- 2.Favoriser l'implication de tous les acteurs concernés dans une démarche de co-construction et d'empowerment individuel et collectif
- 3.Favoriser un contexte de partage de pouvoir et de savoir
- 4.Mettre en compétence tous les acteurs concernés
- 5.Valoriser et mutualiser les ressources de la communauté
- 6.Avoir une démarche de planification par une évaluation partagée, évolutive et permanente.
- 7.Travailler en intersectorialité
- 8.Avoir une approche globale et positive de la santé
- 9.Agir sur les déterminants de santé dans une perspective de promotion de la santé

Soit, la critique, le débat sont certes nécessaires ! Sommes-nous encore dans le sain (et utile ?) débat, ou plutôt dans l'escalade des égos, des frustrations, des règlements de compte, ou des calculs politiques ?

Comment dans cette cacophonie l'opinion publique peut-elle être en confiance, s'impliquer avec les armes disponibles contre le virus ? Comment ne pas continuer à perdre en efficacité, avec toutes les conséquences que cela signifie, si la gestion de la crise reste pyramidale, opaque, très peu partagée ? Mais est-il possible d'imaginer, voire de souhaiter que puisse s'établir un minimum de consensus qui permette d'affronter plus sereinement et collectivement la crise sanitaire ? Des précédents de consensus dans l'histoire, à des moments critiques, ont existé.

Pour permettre que se construise éventuellement un tel consensus, dans une crise majeure comme celle que nous vivons, l'Etat devrait (les pouvoirs publics actuels le peuvent-ils ?) montrer l'exemple, en réintroduisant une gestion démocratique de la crise. Il s'agirait alors d'associer *effectivement et de façon permanente* la représentation nationale, les élus locaux, les partenaires sociaux, les instances légitimes de démocratie sanitaire, et à tous les niveaux, à une gestion concertée de la crise. (ce que dans des pratiques de proximité pourrait s'intituler démarche communautaire en santé)<sup>2</sup>

Tout Etat démocratique, et donc aussi pour cette crise Covid, le gouvernement et le président actuels, se devraient de faire connaître quels sont les acteurs et processus de concertation, pour clarifier les rôles des très nombreuses instances quotidiennement citées dans les médias. Il conviendrait aussi qu'une information transparente sur le rôle particulier et la place croissante donnés à des cabinets conseils internationaux et le coût de leur prestation ; car il me semble légitime de penser que le service public, les agences diverses ont, ou devraient avoir dans leurs missions, les compétences internes adéquates.

Pour permettre une confiance et un consensus minimum, le temps de la période difficile que nous traversons, on est en droit de suggérer que le gouvernement décide (le voudra-t-il ? le pourra-t-il ?) un moratoire sur les mesures qui touchent les grands secteurs d'activités et qui sont conflictuels (réforme des retraites, réforme de la santé au travail, etc...). Naïveté ? Utopie ? Si un climat plus apaisé et consensuel était obtenu, à la cacophonie actuelle se substituerait un temps différent, dans lequel pourraient être distinguées les utiles contributions au consensus, les interventions solitaires d'experts autoproclamés, et tout aussi légitimement les oppositions organisées à la stratégie consensuelle.

Faire la proposition d'un rassemblement partagé pour la gestion de la crise sanitaire ne saurait signifier pour moi de reporter à plus tard les réflexions et les mobilisations actuelles nécessaires pour construire activement et collectivement une politique de promotion de la santé alternative... Et peut-être que certains diront à l'instar de Sophie Wannich (directrice de recherche au CNRS dans l'Humanité des 15,16,17 janvier 2021) (...) « *qu'il faut plus de défiance et plus de volonté de reprise en main du contrôle démocratique, à l'instar des gilets jaunes en 2018-2019, si l'on veut que l'Etat puisse devenir une émanation de la société et non une instance qui, s'en étant séparée, la mène avec cruauté.* »

Une crise qui pose avec force la question de la place, de la parole, du pouvoir des citoyens !

---

<sup>2</sup> (...) *une démocratie vivante stimulerait des comportements sanitaires, sociaux et écologiques plus responsables. Les pays qui ont maîtrisé la pandémie ont des systèmes politiques très divers, mais la plupart ont développé la mobilisation de groupes de citoyens à la base : ce que l'on appelle la santé communautaire* » Yves Syntomer, professeur en science politique à Paris VII, in l'Humanité des 15,16,17 janvier 2021